

**No. 34017**

---

**FRANCE  
and  
TURKMENISTAN**

**Agreement concerning the mutual promotion and protection  
of investments. Signed at Achgabat on 28 April 1994**

*Authentic texts: French and Russian.*

*Registered by France on 26 August 1997.*

---

**FRANCE  
et  
TURKMÉNISTAN**

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des  
investissements. Signé à Achgabat le 28 avril 1994**

*Textes authentiques : français et russe.*

*Enregistré par la France le 26 août 1997.*

## ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE TURKMÉNISTAN SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Turkménistan, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français au Turkménistan et du Turkménistan en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique.

Sont convenus des dispositions suivantes :

### ARTICLE 1

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 2 mai 1996 par notification, conformément à l'article 12.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, telles que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

## **ARTICLE 2**

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

## **ARTICLE 2**

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

#### ARTICLE 4

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

#### ARTICLE 5

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

#### ARTICLE 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

#### ARTICLE 7

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

#### ARTICLE 8

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

#### **ARTICLE 9**

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

#### **ARTICLE 10**

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

#### **ARTICLE 11**

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

**ARTICLE 12**

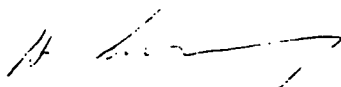
Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

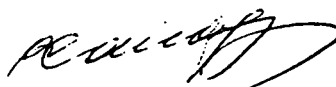
FAIT à Achgabat, le 28 avril 1994 en deux originaux, chacun en langue française et en langue russe, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :



1

Pour le Gouvernement  
du Turkménistan :



2

<sup>1</sup> Alain Lamassoure.

<sup>2</sup> Rejep Saparov.

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

## СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ФРАНЦУЗСКОЙ РЕСПУБЛИКИ И ПРАВИТЕЛЬСТВОМ ТУРКМЕНИСТАНА О ВЗАИМНОМ ПООЩРЕНИИ И ЗАЩИТЕ ИНВЕСТИЦИЙ

Правительство Французской Республики и Правительство Туркменистана, в дальнейшем именуемые Договаривающиеся Стороны, желая усилить экономическое сотрудничество между обоими государствами и создать благоприятные условия для французских инвестиций в Туркменистане и инвестиций Туркменистана во Франции, убежденные, что поощрение и защита этих инвестиций могут стимулировать передачу капитала и технологий между двумя странами в интересах их экономического развития, согласились о следующем:

### Статья 1

Для целей настоящего Соглашения:

1. Термин "инвестиция" включает в себя все авуары, такие как имущества, права и интересы любого характера, и в частности, но не исключительно:

а) движимое и недвижимое имущество, а также другие права *in rem*, такие как ипотеки, залоги, права пользования, поручительства и аналогичные права;

б) акции, эмиссионные премии и другие виды либо прямого участия, либо участия меньшинством голосов в компаниях, учрежденных на территории одной из Договаривающихся Сторон;

в) облигации, права требования по денежным средствам и услугам, имеющим экономическую ценность;

г) права на интеллектуальную, коммерческую и промышленную собственность, такие как авторское право, патенты, лицензии, торговые марки, промышленные образцы и макеты, технические процессы, "ноу-хау", фирменные наименования и клиентуру;



д) деловые концессии, предоставляемые в рамках закона или по контракту, включая концессии для разведки, разработки, добычи и использования природных ресурсов, включая те, которые расположены в морской зоне Договаривающихся Сторон.

Подразумевается, что эти авуары являются авуарами, уже вложенными или они могут быть вложены после вступления в силу данного Соглашения в соответствии с законодательством Договаривающейся Стороны, на территории которой или в морской зоне которой вложены эти инвестиции.

Любое изменение формы вложения авуаров не влияет на их квалификацию в качестве инвестиции при условии, что подобные изменения не противоречат законодательству Договаривающейся Стороны, на территории или в морской зоне которой вложена эта инвестиция.

2. Термин "гражданин" означает физическое лицо, имеющее гражданство любой из Договаривающихся Сторон.

3. Термин "компания" означает любое юридическое лицо, учрежденное на территории одной из Договаривающихся Сторон в соответствии с законодательством этой Стороны и имеющее свое местонахождение на территории этой Стороны, либо контролируемое прямо или косвенно гражданами одной из Договаривающихся Сторон, либо юридическими лицами, имеющими свое местонахождение на территории одной из Договаривающихся Сторон и созданными в соответствии с законодательством этой Стороны.

4. Термин "доходы" означает все суммы, полученные от инвестиции, такие как прибыль, отчисления и проценты, полученные за данный период.

Доходы от инвестиций, а также в случае повторных инвестиций доходы от повторных инвестиций будут обеспечиваться такой же защитой, как и сами инвестиции.

5. Настоящее Соглашение распространяется на территорию каждой из Договаривающихся Сторон, а также на морскую зону каждой из Дого-

варивающихся Сторон, в дальнейшем определяемую как экономическая зона и континентальный шельф, простирающиеся за пределы территориальных вод каждой из Договаривающихся Сторон, над которыми они осуществляют в соответствии с международным правом, суверенные права и юрисдикцию, в целях разведки, разработки и сохранения природных ресурсов.

## Статья 2

Каждая Договаривающаяся Сторона допускает и поощряет, в рамках своего законодательства и положений настоящего Соглашения, инвестиции, осуществляемые гражданами и компаниями другой Стороны на своей территории и в своей морской зоне.

## Статья 3

Каждая Договаривающаяся Сторона обязуется обеспечивать на своей территории и в своей морской зоне справедливый режим, в соответствии с принципами международного права, инвестициям граждан и компаний другой Стороны и поступать так, чтобы исполнение признанного таким образом права не было ущемлено ни по закону ни по сути. В частности, но не исключительно, рассматриваются как ущемления по праву и по сути справедливого режима всякое ограничение при покупке и транспортировке сырья и смежных материалов, энергии и топлива, а также средств производства и эксплуатации всех видов, всякое ущемление при продаже и транспортировке продукции внутри страны и за ее пределами, а также любые другие меры, имеющие аналогичный эффект.

Договаривающиеся Стороны в рамках своих внутренних законодательств благожелательно будут рассматривать запросы на въезд и на разрешение для проживания, работы и передвижения, внесенные гражданами одной Договаривающейся Стороны в связи с инвестицией, осуществляемой на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны.

#### Статья 4

Каждая Договаривающаяся Сторона на своей территории и в своей морской зоне будет предоставлять гражданам или компаниям другой Стороны в отношении инвестиций и деятельности, связанной с инвестициями, режим не менее благоприятный, чем тот, который предоставляется своим гражданам или компаниям, либо тот режим, который предоставляется гражданам и компаниям наиболее благоприятствуемой нации, если последний является более благоприятным. В этом отношении граждане, уполномоченные работать на территории и в морской зоне одной из Договаривающихся Сторон, должны иметь возможность получать материальные льготы, соответствующие выполнению их профессиональной деятельности.

Этот режим не будет, однако, включать привилегий, предоставляемых одной Договаривающейся Стороной гражданам или компаниям любого третьего государства, являющихся результатом участия или вхождения в зону свободной торговли, в таможенный союз, в общий рынок или в любую другую форму региональной экономической организации.

Положения данной статьи не распространяются на область налогов.

#### Статья 5

1. Инвестициям, осуществленным гражданами и компаниями одной Договаривающейся Стороны, будет предоставляться полная и всесторонняя защита и безопасность на территории и в морской зоне другой Договаривающейся Стороны.

2. Договаривающиеся Стороны не будут предпринимать никаких мер по экспроприации или национализации или каких-либо иных мер, направленных на то, чтобы лишить прямо или косвенно граждан или компании другой Стороны принадлежащих им инвестиций на своей территории и в своей морской зоне, за исключением общественных интересов и при условии, что подобные меры не будут дискриминационными или не будут противоречить особому обязательству.

Любые меры по лишению собственности, которые смогут быть предприняты должны сопровождаться быстрой и адекватной компенсацией, сумма которой должна быть равна реальной стоимости соответствующих инвестиций. Эта сумма должна быть оценена по отношению к нормальной экономической ситуации, существовавшей до угрозы лишения собственности.

Эта компенсация, сумма и условия выплаты должны быть определены не позднее момента лишения собственности. Эта компенсация эффективно реализуема, выплачивается без отсрочки и является свободно переводимой. До момента выплаты она приносит проценты, начисляемые по соответствующей рыночной процентной ставке.

3. Гражданам и компаниям одной Договаривающейся Стороны, чьи инвестиции понесли потери в результате войны или любого другого вооруженного конфликта, революции, чрезвычайного положения или восстания на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны, этой Договаривающейся Стороной будет предоставлен режим не менее благоприятный, чем тот, который предоставлен своим собственным гражданам и компаниям или гражданам и компаниям наиболее благоприятствуемой нации.

## Статья 6

Каждая Договаривающаяся Сторона, на территории или в морской зоне которой гражданами или компаниями другой Договаривающейся Стороны осуществлены инвестиции, предоставляет этим гражданам и компаниям свободный перевод:

- а) процентов, дивидендов, прибыли и других текущих доходов;
- б) отчислений, вытекающих из нематериальных прав в соответствии с подпунктами "г" и "д" пункта 1 статьи 1;
- в) сумм, предназначенных для погашения займов по законно заключенным договорам;
- г) суммы от продажи, полной либо частичной ликвидации инвестиций, включая доход от прибавочной стоимости;

д) компенсаций за лишение собственности или убытки, предусмотренных в вышеприведенных пунктах 2 и 3 статьи 5.

Гражданам любой Договаривающейся Стороны, которым разрешено работать на территории или в морской зоне другой Договаривающейся Стороны в результате одобренных инвестиций, также будет разрешено переводить в свою страну соответствующую часть своего заработка.

Переводы, предусмотренные в предыдущих пунктах, производятся без задержки по нормальному обменному курсу, официально применяемому на дату перевода.

#### Статья 7

В случае, если нормативными актами одной из Договаривающихся Сторон предусматривается гарантия для инвестиций, осуществленных за ее пределами, эта гарантия может быть предоставлена в рамках изучения каждого отдельного случая инвестициям, осуществленным гражданами или компаниями этой Стороны на территории или в морской зоне другой Стороны.

Инвестиции, осуществленные гражданами и компаниями одной из Договаривающихся Сторон на территории или в морской зоне другой Стороны, могут получить гарантию, указанную в предыдущем абзаце, только если они предварительно одобрены последней Стороной.

#### Статья 8

Любой спор, касающийся инвестиций, возникший между одной Договаривающейся Стороной и гражданином или компанией другой Договаривающейся Стороны, будет урегулирован мирным путем между сторонами в споре.

Если подобный спор не будет урегулирован в течение шести месяцев с момента, когда он был поднят одной или другой из спорящих сторон он будет передан по запросу одной или другой из этих сторон в арбитраж

Международного центра по урегулированию инвестиционных споров (МЦУИС), учрежденного Конвенцией по урегулированию инвестиционных споров между государствами и гражданами других государств, подписанной в Вашингтоне 18 марта 1965 года.

### Статья 9

Если одна из Договаривающихся Сторон в силу гарантии, данной для осуществленной инвестиции, на территории или в морской зоне другой Стороны, производит выплаты своим гражданам или компаниям, эта Сторона в данном случае имеет полное право суброгации в отношении прав и действий упомянутых граждан и компаний.

Вышеупомянутые выплаты не затрагивают прав лица, пользующегося гарантией, на обращение за помощью в МЦУИС или продолжать иск до завершения процедуры.

### Статья 10

Инвестиции, являющиеся предметом особого обязательства одной из Договаривающихся Сторон в отношении граждан и компаний другой Договаривающейся Стороны, будут подчинены без ущерба для положений настоящего Соглашения условиям упомянутого обязательства, если последнее включает положения более благоприятные, чем положения данного Соглашения.

### Статья 11

1. Споры относительно толкования или применения настоящего Соглашения будут по мере возможности урегулированы через дипломатические каналы.

2. Если спор не может быть урегулирован в течение шести месяцев с момента, когда он был поднят любой Договаривающейся Стороной, он

передается по требованию любой из Договаривающихся Сторон на рассмотрение арбитражному суду.

3. Упомянутый арбитражный суд будет учрежден для каждого отдельного случая следующим образом: каждая Договаривающаяся Сторона назначит одного арбитра, и два арбитра назначат по обоюдному согласию гражданина третьего государства, который будет назначен председателем арбитражного суда обеими Договаривающимися Сторонами. Все арбитры должны быть назначены в течение двух месяцев с момента уведомления одной из Договаривающихся Сторон другой Договаривающейся Стороны о своем намерении передать спорный вопрос в арбитражный суд.

4. Если сроки, определенные в вышеприведенном пункте 3, не будут соблюдены, любая Договаривающаяся Сторона при отсутствии каких-либо других договоренностей, приглашает Генерального Секретаря Организации Объединенных Наций произвести необходимые назначения. Если Генеральный Секретарь является гражданином одной из Договаривающихся Сторон или по какой-то другой причине не может выполнить указанную функцию, Заместитель Генерального Секретаря, следующий по старшинству за Генеральным Секретарем, который не является гражданином ни одной из Договаривающихся Сторон, сделает необходимые назначения.

5. Арбитражный суд принимает свои решения большинством голосов. Эти решения окончательны и обязательны для исполнения обеими Договаривающимися Сторонами.

Арбитражный суд будет сам устанавливать свои правила процедуры. Он будет толковать решение суда по запросу любой из Договаривающихся Сторон. Расходы, связанные с арбитражным производством, включая вознаграждение арбитров, распределяются между Договаривающимися Сторонами поровну, если суд, учитывая особые обстоятельства, не примет иного решения.

## Статья 12

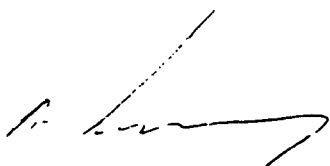
Каждая Договаривающаяся Сторона уведомит другую Сторону о завершении необходимых внутренних процедур, касающихся вступления в силу настоящего Соглашения, и это Соглашение вступит в силу через месяц после получения последнего уведомления.

Соглашение заключено первоначально сроком на 10 лет. Оно остается в силе после этого срока, если ни одна из Сторон за год по дипломатическим каналам не уведомит другую Сторону о его денонсации.

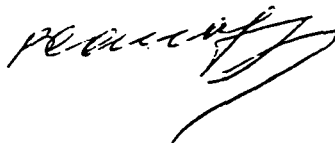
По истечении периода действия настоящего Соглашения инвестициям, осуществленным в то время, пока оно было в силе, будет обеспечиваться защита согласно положениям Соглашения в течение дополнительного периода в двадцать лет.

Совершено в г.Ашгабате 28 апреля 1994 года в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство  
Французской Республики:



За Правительство  
Туркменстана:



Министр-делегат  
по Европейским делам  
Алэн Ламассур



## [TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF TURKMENISTAN  
CONCERNING THE MUTUAL PROMOTION AND PROTECTION  
OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of Turkmenistan, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Turkmenistan and Turkmen investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

*Article 1*

For the purpose of this Agreement:

1. The term “investment” shall apply to assets such as property, rights and interests of any category, and particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights such as copyrights, patents for inventions, licences, registered trade marks, industrial models and designs, technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivating, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term “nationals” shall apply to individuals having the nationality of either Contracting Party.

<sup>1</sup> Came into force on 2 May 1996 by notification, in accordance with article 12.

3. The term “companies” shall apply to any body corporate constituted in the territory of either Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by nationals of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party’s legislation.

4. The term “income”, shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall be applicable in the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and continental shelf which extend beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which they exercise, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

#### Article 2

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

#### Article 3

Each Contracting Party shall undertake to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in accordance with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*.

The following shall be considered as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment: any restrictions on the purchase or transportation of raw materials and secondary materials, energy and fuel, and of means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transportation of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect.

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by nationals of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or in the maritime zone of the other Contracting Party.

#### Article 4

Each Contracting Party shall accord in its territory and maritime zone to nationals or companies of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its nationals or companies, or the treatment accorded to nationals or companies of the most favoured nation, if the latter is more advantageous. For this purpose, nationals who are authorized to work in the territory and maritime zone of either Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the nationals or companies of a third State by virtue of its

participation in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to matters of taxation.

#### *Article 5*

1. Investments made by nationals or companies of one Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause nationals and companies of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly, of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which shall be equal to the real value of the investments in question and shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

Such compensation, its amount and methods of payment shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the appropriate market interest rate.

3. Nationals or companies of either Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

#### *Article 6*

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to the said nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation in the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Nationals of each Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

#### *Article 7*

In so far as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

#### *Article 8*

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be so settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the dispute shall, at the request of either party, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of other States, signed at Washington on 18 March 1965.<sup>1</sup>

#### *Article 9*

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby enter into the rights and shares of the said national or company.

Such payments shall be without prejudice to the rights of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

#### *Article 10*

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals and companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, in so far as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

#### *Article 11*

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the Contracting Parties, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

3. The said tribunal, shall, in each separate case, be constituted as follows:

Each Contracting Party shall designate one member, and the two said members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed Chairman by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the Assistant Secretary-General next in seniority shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its judgment at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, costs of the arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Parties.

#### *Article 12*

Each Party shall notify the other Party of the completion of the respective internal procedures required by it for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of the receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of denunciation is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon the expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

DONE at Ashgabat on 28 April 1994, in two original copies, each in French and Russian, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:  
ALAIN LAMASSOURE

For the Government  
of Turkmenistan:  
REJEP SAPAROV

